

Certes le Conseil Général, le Département, la Comaga, la Ville d'Angoulême font déjà beaucoup diront certains...

Mais...

Selon mon avis et celui de quelques personnes de mon entourage, il serait opportun de mettre en place les dispositions suivantes... Que cela soit au niveau départemental ou niveau de la ville.

CRISE DU LOGEMENT

Emprunts obligatoires payés par les hauts revenus et les propriétaires logement pour la construction des logements sociaux et très sociaux (un Rmiste avec Caf à 540 euros max nécessite qu'il faut des logements à 150 euros max.

Droit opposable si pas de logement

Tout territoire jouxtant une zone déjà construite est déclarée d'office constructible (sauf pour 50 % pour garder poumon vert, zone intérêt écologique, historique, esthétique, dangereuses, bruyantes ou polluées. Ces mesures devraient entraîner une baisse massive de la spéculation foncière.

Si l'état ne peut répondre immédiatement à une demande de « logement en dur », mobile homes et caravanes doivent être proposées et ou réquisitionnées.

Finis les « clochards et sdf » car une caravane d'occasion ne coûte que 1 000 euros !

Réquisition de parcelles publiques ou privées pour ces logements précaires et provisoires.

Toute habitation non entretenue devra être réhabilitée d'office par décision de justice.

Le propriétaire paiera les frais ou le bien sera vendu.

Taxes sur les logements et immeubles non occupés.

20 % de logements sociaux dans chaque opération immobilière et non pas dans chaque commune. Cette règle doit être réellement appliquée sous peine de lourdes sanctions.

VIELLISSEMENT

4 à 5 millions de personnes en France sont sous-employées ou au chômage.

Les laissez comme tels est une insulte à leur personne.

Proposez à ces gens des heures payées en plus de leurs revenus pour les temps partiels ou ne nouveaux emplois sociaux pour les sans travaux.

Ces travaux concernent également les domaines de la sécurité, l'éducation, l'écologie, le civisme.

IMMIGRATION

Le moins possible d'étrangers, sans raisons objectives et valides, sur le sol national (exception faite des européens).

Un maximum de reconduction à la frontière, peine de prison pour pénétration illégale sur notre territoire.

Petite aide financière accordée à l'étranger reconduit une fois chez lui.

Un étranger présent depuis longtemps légalement est déclaré sans problème juridique ou social doit être naturalisé d'office s'il le demande.

Cérémonie d'accession à la Nationalité.

Si nécessité d'importer de la main d'oeuvre étrangère pour l'économie et qui deviendra forcément française cela entraîne de faire décider par un tribunal populaire l'origine ethnique et culturelle de ces nouveaux entrants. Plutôt que par le hasard ou le choix des fonctionnaires.

DISCRIMINATION, EGALITE DANS LES ENTREPRISES

Différence des salaires hommes femmes, plafond de verre empêchant la promotion professionnelle des minorités visibles, des femmes : lourdes sanctions financières comme dans les pays nordiques.

Ce n'est pas aux salariés de démontrer que l'entreprise est xénophobe, c'est à l'entreprise de démontrer l'inverse.

AMENDES ET PENALITES

Les amendes doivent être proportionnelles au revenu réel des individus. Donc des amendes en pourcentage par rapport au revenu et non plus en somme forfaitaire euro. Cela évitera la disparité suivante : excès de vitesse = 40 euros aussi bien pour un Rmiste que pour une personne imposée sur la fortune ; est-ce bien juste et efficace ?

POLITIQUE CULTURELLE

Pas assez de fêtes populaires créant ou maintenant le lien social.

Une somme d'argent doit être versée à chaque français pour lui permettre de devenir membre d'une association sportive, d'une association culturelle, d'une association syndicale, d'un parti politique, d'une association écologique et d'une association caritative.

Dans la constitution doit être inscrit l'obligation des ces appartenances qui doivent pouvoir être anonymes et interdiction de l'état d'orienter de quelque manière que cela soit le choix du citoyen.

Obligation du vote sous peine de perdre allocations, primes et lourdes sanctions.

Les moins de 18 ans, les personnes désorientées mentalement, leurs intérêts ne sont pas suffisamment représentés, surtout pour les jeunes dans notre société vieillissante. Un bulletin de vote supplémentaire doit être donné à chaque personne et pour chaque personne en charge.

JUSTICE et PRISONS

Une justice rapide.

La prison actuelle équivaut à de la torture institutionnalisée : humiliations, promiscuité, rackets, violences physiques et verbales, viols, suicides, et soins déliquescents.

Et qui plus est c'est très coûteux.

Prisons correctes : un parloir accessible 7 jours sur 7, une mini cuisine individuelle, un sanitaire douche, une pièce d'au moins 20 m², un jardinet correct d'au moins 20 m², un un téléphone dès que la condamnation est prononcée, un ordinateur, télévision, cours à distance obligatoire. Dans ces conditions les peines peuvent être plus longues et ainsi mieux protéger la société des gens jugés dangereux et récidivistes.

En finalité ce système serait moins coûteux en tenant du pendant et de l'après.

RESEAUX INTERNET et POLITIQUE

Les propositions doivent toujours remonter de la base vers le sommet et non l'inverse (fourmis, abeille, et civilisation japonaise).

TERRITOIRE URBAINS et RURAUX

Les citadins veulent la ville à la campagne, les ruraux veulent la campagne avec les commodités de la ville.

Les pouvoirs symboliques des maires doivent être maintenus et renforcés :

Célébrations :

Baptême Républicain à l'âge de 7 ans (entrée dans l'âge de raison, un parrain et une marraine républicaine seront choisis par la famille ; ils disposeront d'un pouvoir de contrôle, de proposition la décision restant toujours aux parents)

Majorité : **cérémonie d'entrée dans la citoyenneté** pour les ayant 18 ans et les anciens étrangers devenant français.

Cérémonies funéraires républicaines (la majorité de la population est agnostique ou athée). Toutes ces cérémonies doivent être réellement belles et solennelles.

CAMPAGNES

Trop de copinages au niveau local. Tous les pouvoirs d'urbanisme, assainissement, écoles, voiries, etc. doivent être délégués au niveau des cantons ou des groupements de communes quand ils existent.

Les grandes surfaces devront avoir l'obligation d'un quota de petit magasin à leur enseigne répartis sur le territoire, leur nombre étant défini en fonction du chiffre d'affaires de cette dernière. Quartiers oubliés et villages abandonnés en profiteront. Leur politique de prix devra être identique à celle de la grande surface accompagné de leur ligne de produits discounts.

VILLES

Les gens souffrent du bruit, de la peur d'être accidentés par les véhicules, de la pollution olfactive, et auditive. Généralisation des zones à 30 Km/heures, Instauration obligatoire de dos d'âne à chaque passage piéton.

Progressivement chasser des centres villes les véhicules à moteur polluants.

Réserver les bio-carburants au véhicules des services utilitaires publics ou privés.

Recensement des chiens et chats.

Création de zones de déjections canines d'un espace de 10 m² tous les 100 mètres avec nettoyage tous les jours par un service public.

QUELLE OFFRE D'EDUCATION POUR AUJOURD'HUI ?

Pas besoin d'enseigner obligatoirement une deuxième langue vivantes dans les collèges et lycées. En revanche, la langue française doit être vraiment acquise et le bilinguisme de l'anglais (langue internationale) comme au Pays Bas, Allemagne, Indes.

Ateliers de langues, activité périscolaire gratuite, étude du soir obligatoire gratuite, colonies de vacances ludiques et éducatives, séjours linguistiques financées pour les démunis.

INSTITUTIONS

Création d'une chambre des représentants du peuple au niveau du département et de la commune.

Cette chambre serait la reproduction stricte de la composition sociale, ethnique, sexuelle, âge et autres de la Nation.

Les individus scientifiquement désignés à partir de la liste électorale pour en faire partie ne pourrait se dérober comme pour la détermination des jurés d'un tribunal. Ils bénéficieraient d'une information et formation préalable, leurs biens seraient co-gérés par une institution, ils auraient à l'issue de leurs temps de présence (9 ans renouvelable par tiers) un emploi dans la fonction publique ou une rente.

Quant aux députés, maires de grande agglomération, ministres, etc. tous auront droit à une rente ou à un emploi à vie dans l'administration.

LES REGIMES SPECIAUX

Les militaires, et autres professions spéciales lorsqu'ils ne peuvent plus être considérés comme actifs au sein de leur fonction, ils doivent être reclassés automatiquement dans une profession à faible risque professionnel jusqu'à leurs retraite (65 ans comme tout un chacun).

DEVOIR DU CITOYEN

Tout citoyen pour bénéficier des avantages de sa nationalité française doit à la Nation un service civil ou militaire de six mois (réparties en période d'un mois dès l'âge de 16 ans) au profit des structures sociales de notre vie.

ECOLOGIE ET TOURISME

Création de petites structures agricoles subventionnées (si accord Europe) développant chambres et table d'hôtes, camping, agriculture biologique ou raisonnée.

Favoriser l'accès à ces petites structures aux milieux les plus défavorisés et populaires.

Développement des énergies renouvelables (éolien, hydrogène comme l'Islande, bio-carburant, etc.)

ZONES NATURELLES PROTEGEES

Création de véritable zone naturelles exemptes même d'éleveurs ou d'industries à vocation économique. Ces zones doivent être clôturées. Retour du Bison, du Loup, du Cheval Sauvage, du Lynx, de l'Ours ainsi que leurs sources de nourriture traditionnelles (chevreuil, cerfs, sangliers, lapins, etc.).

Ces zones ne sont en aucun cas interdites au public qui doit cependant qu'il entre dans des zones naturelles, fragiles et donc aussi dangereuses pour lui (Parc U.S.A). Ces lieux sont bien évidemment interdits aux chasseurs sauf nécessité déterminé par des zoologues d'un surplus de telle ou telle espèces.

Les zones ainsi préservées pourraient être proposées à la dispersion respectueuses des cendres des humains qui le souhaitent.

Ces lieux pourront être équipées de « Web Cams » afin qu'en permanence tout le monde puissent en profiter.

Des constructions à l'usage d'activités réputées silencieuses pourraient y être implantées. Exemple : Chapelles, monastères, séminaires philosophique, points d'observation scientifique ou touristique. Pas de commerces, ni lieux d'hébergement ou de restauration qui ne soient intégrées dans la nature de manière à y être invisible et à n'apporter aucune gêne que quelque nature qu'elle soit.

SANTE, MEDECINE

Développement réel de la médecine préventive.

Responsabilisation réelle des individus quant à leur santé.

Trouvez-vous normal qu'un fumeur de tabac, qu'un buveur inconséquent d'alcool, qu'un automobiliste irrespectueux d'autrui et du code la route, soit pris en charge par l'ensemble de la nation lorsqu'il y a problème de santé en rapport avec ses manquements aux règles établies, sans qu'il soit pénalisé de son comportement irresponsable ?

De même pour le diabétique, etc...

Reconnaissance de la médecine chinoise et ayur védique, beaucoup plus préventives que curatives à l'instar de la médecine allopathique conventionnelle.

UNIVERSITE ET RECHERCHES

Enseignement des réalités de la vie : cuisine saine, vie domestique, santé corporelle, gestion comptable domestique, rapports sociaux, maîtrise des sollicitations consuméristes.

Telles sont à mon avis les missions essentielles du monde de l'éducation.

Reconnaissance universitaires des médecines dites parallèles ou douces (médecine chinoise, astrologie, chromatologie, etc).

Enseignement du primaire au collège des techniques corporelles non violentes (tai chi chuan, yoga, relaxation dirigée) et tout cela bien sûr dans un cadre strictement laïque.

S'assurer qu'en élève entre en 6^{ème} en sachant lire et écrire parfaitement.

Cour individuels gratuits en cas de faiblesse.

Orienter les enfants, les collégiens, les lycéens et les étudiants en fonction de leurs réelles capacités adaptées à la réalité économique et non plus basées sur les délires des enseignants ou des parents.

Un véritable salaire d'étudiants réservés à un quota d'élèves méritants, remboursable sans intérêt lorsqu'ils auront du travail et tant qu'il en auront.

CIRCULATION ROUTIERE

Sur la route, un mouchard installé sur le véhicule du responsable d'accident avec un signe distinctif à l'arrière le désignant aux yeux de tous comme accidentogène.

Si le budget le permet un mouchard sur chaque véhicule relevant les infractions aux codes de la route et analysé chaque année lors du renouvellement du permis de circuler attribué à chaque véhicule.

POLITIQUE ETRANGERE

Afrique

Afin de faire face à l'américanisation et la synisation des structures économiques et stratégiques des pays d'Afrique francophone, favoriser l'émergence d'une confédération d'Afrique francophone (en commençant par la création d'une armée commune à ces pays). Cette force aurait pu prévenir le conflit ivoirien et les incursions militaires en territoire tchadien et centre africain que l'on constate à ce jour.

Cette stratégie nous permettrait l'exportation d'armement français et de disposer d'effectifs militaires supplémentaires en cas de conflits majeurs.

Il va sans dire que pour la réalisation rapide d'un tel projet les standards juridiques et des droits de l'homme appliqués en Europe et en France ne pourront être exigés. Il s'agit d'une politique dite des « petits pas » afin de leur permettre l'émergence d'une cohésion qui leur appartienne.

Moyen Orient

Il est inadmissible que quelque nation que cela soit interdise à un autre peuple ou nation le droit de vivre en paix, dans un territoire qui lui appartienne.

Donc, hors de tout intérêt économique, (il est préférable de se passer par exemple de pétrole plutôt d'accepter des compromissions), on ne peut ni donner raison ou tort par exemple aux Palestiniens ou aux Israéliens. Les uns comme les autres ayant pas mal de choses à se reprocher, notre attitude doit donc être la fermeté vers un accord de paix le plus rapidement possible, sous peine de couper les ponts avec eux (politiquement et économiquement).

Avec trois ou quatre millions de musulmans en France, on peut dire que le Moyen-Orient commence dans notre pays. Il faut faire tomber le verrou psychologique qui nous fait renoncer à des sanctions politiques, culturelles et économiques envers Israël si cet état n'avance pas rapidement vers une normalisation des rapports avec les Palestiniens. Nous avons d'ailleurs déjà fait sauter ce verrou psychologique en 1967 (embargo français sur les armes à destination d'Israël) et récemment envers les Palestiniens avec le gel des fonds européens à destination du Hamas.

Plus concrètement, avec l'accord de l'autorité palestinienne et de l'état israélien il serait judicieux de concentrer les fonds européens et français sur une petite partie du

territoire palestinien dont la police serait composé de musulmans sans rapport avec le moyen orient et ou règnerait un réel état de droit tel que nous le connaissons en Europe et une prospérité à la chinoise. Ce lieu permettrait de désengorger la misère palestinienne si propice à l'extrémisme.

La Chine

Il faut être attentif au développement du droit individuel de chaque individu en respectant leurs coutumes et leurs modes de fonctionnement.

L'inde

C'est la plus grande démocratie du monde. Il s'agit d'un pays qui a construit sa mythologie politique (Gandhi) sur le concept de la non-violence. Il serait utile que la France resserré ces liens avec cet immense état. Essaie de le faire sortir de son isolationnisme et soutienne sa candidature au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Les échanges militaires, nucléaires devraient être avec ce pays accélérés. L'Inde à vocation à faire contrepoids à la Chine et plus tard, première puissance démographique, à devenir le leader mondial.

L'EUROPE

Je pense qu'une Europe à plusieurs vitesses ou façades est indispensable, pour avancer sereinement. La Grande Bretagne ne veut pas adopter certaines des règles économiques : elle ne fait plus partie du cercle essentiel, sans perdre son adhésion au principe global, et ainsi de suite pour tous les pays dans tous les domaines. Nous verrons si l'idée européenne résiste aux principes de la réalité.

Il serait judicieux d'organiser un vaste débat de fond et sur le long cours avec tous les économistes français et européens pour vérifier le rapport bénéfice et coût social de la mondialisation et des échanges avec des pays aux standards extrêmement éloignés des nôtres.

La France non expansionniste et à l'aise dans ses frontières se doit malgré tout de pouvoir proposer à ces petits peuples que l'histoire a séparé de l'ensemble de la nation (suisse romans, wallons, québécois) le rattachement à notre entité nationale s'ils le désirent sans créer de désordres dans leur pays.